

Résolution de l'Assemblée Générale de l'UD

Adoptée à l'unanimité des 150 participants Vendredi 14 septembre 2012

La crise économique s'aggrave. Face à cette crise les gouvernements ont adopté des politiques d'austérité, Ces politiques menées partout en Europe se traduisent par une aggravation des conditions d'existence des salariés.

Que ce soit en Grèce, en Italie, en Espagne comme au Portugal, les gouvernements ont adopté, sous la dictée de la troïka (FMI, BCE, UE), une série de plans de rigueur imposant la baisse des salaires et des pensions, la mise en cause des conventions collectives, la vente d'entreprises nationales (privatisation), le déremboursement des médicaments, la réduction des dépenses de santé.

Aucune politique d'austérité engagée jusqu'ici n'a eu et ne peut avoir d'effet positif.

Mais en Grèce et en Espagne les salariés ne sont pas résignés, chaque jour ils opposent leur résistance à cette politique : Les salariés d'Espagne préparent une grande manifestation nationale à Madrid pour exiger que le gouvernement stoppe ses plans meurtriers.

En France, les élections politiques ont mis en place un nouveau Président de la République et un nouveau gouvernement. Force Ouvrière n'a donné aucune consigne de vote et ne s'est donc lié à aucun pouvoir. Nous entendons rester sur le seul terrain syndical, celui des revendications, sans procès d'intention mais sans complaisance non plus.

Le 22 août le nouveau gouvernement a annoncé son programme. C'est un plan de rigueur cadré par la réduction des déficits imposée par le TSCG : (Traité sur la stabilité, la Coordination et la Gouvernance) réduction du déficit public à 3% du PIB en 2013. Cela comprend : de nouvelles réductions des dépenses de santé, la modification du financement de la sécurité sociale, la création d'emplois d'avenir, le blocage des salaires, la poursuite de la réforme de l'état (suppressions de postes et de services).

C'est donc sans surprise que le gouvernement a décidé de ratifier le TSCG, c'est à dire la règle d'or.

L'application du TSCG c'est la mise en œuvre du même plan qu'en Grèce, en Espagne et ailleurs avec les mêmes effets : ralentissement économique, licenciements, réduction des dépenses...

L'Assemblée Générale des syndicats de l'UD, considérant que l'adoption de ce traité s'opposerait à la satisfaction des revendications, considérant qu'il tendrait même à interdire de revendiquer décide, à l'instar de la Confédération, de s'adresser solennellement aux députés et sénateurs du département pour leur demander de voter contre la ratification de ce traité.

Déjà sans attendre le président de la République a annoncé le report du changement et la mise en place de la rigueur avec 30 milliards d'économie au budget 2013 dont 10 Md€ à la seule charge des ménages et 10 milliards d'économies qui se traduiront par des fermetures de service publics.

L'UD FO appelle à combattre contre toutes les mesures qui découleront de la mise en œuvre de ce traité.

Ayant entendu les appels du ministre du redressement productif à soutenir le groupe PSA, du gouvernement à contribuer au développement de la compétitivité des entreprises, l'AG de l'UD tient à rappeler son mot d'ordre de l'an passé : **« Ni austérité de droite, ni austérité de gauche, la dette exigée par les banques n'est pas celle des salariés ! »**

Plus que jamais l'indépendance syndicale est une nécessité absolue : les salariés ne peuvent pas lier leur sort aux intérêts des patrons.

Salaires :

La question se pose pour tous les salariés et retraités, ceux du privé comme ceux du public qui ont perdu 10 % du pouvoir d'achat depuis 2000.

La hausse de 2% du SMIC décidée en juin compense à peine l'augmentation des prix alors que les grands patrons s'octroient des retraites chapeaux, des stock-options, des salaires mirobolants de plusieurs millions d'euros..

Pour Force Ouvrière, la priorité c'est l'augmentation générale des salaires, l'urgence sur les salaires passe inévitablement par une hausse du SMIC pour impulser des négociations salariales dans les entreprises et dans les branches.

L'UD FO revendique 200 € net pour tous au minimum, ce qui porterait le SMIC à 80% du salaire médian.

Force Ouvrière demande l'alignement de la hausse des retraites sur le revenu des actifs et ne supporte plus les attaques dont sont victimes les retraités alors que l'imposition sur la fortune a baissé !

Emploi :

Incontestablement une vague de licenciements a suivi les élections : PSA, Doux en Bretagne, sans compter Alcatel, Air France, Sanofi, Bouygues telecom, SFR, Neosécurité, Petroplus, Carrefour, Groupama, ...

Ces vagues de licenciements destinés à satisfaire l'actionnaire ne doivent pas faire oublier la situation générale de l'emploi qui se dégrade dans tous les domaines d'activités, y compris à Pôle emploi : accroissement des cadences, des objectifs, avec des effectifs toujours en diminution, notamment par le jeu des départs en retraite non remplacés, pas de perspective pour les jeunes et pas de transfert de compétence et d'expérience. Les entreprises du département sont touchées, la plus importante en premier, PSA avec 1400 suppressions d'emplois annoncées auxquels s'ajouteraient des milliers d'autres dans la sous-traitance. L'intérêt des salariés c'est l'abandon du plan Varin, le maintien de tous les emplois sur tous les sites.

Le Président de la République après avoir reçu toutes les organisations syndicales a précisé qu'il voulait tout faire pour réduire le nombre de suppressions d'emplois et de faire en sorte qu'il y ait un véhicule pour Rennes en 2016 avec un volume suffisant. L'AG de l'UD estime que l'intérêt des salariés du département est de garantir tous les emplois à Rennes La Janais et de continuer à revendiquer de meilleures conditions de travail et de salaires.

L'AG de l'UD ne saurait par ailleurs accepter le raisonnement selon lequel une plus grande liberté de licencier serait créatrice d'emplois. Elle s'oppose à tous les projets qui détricoteraient le droit du travail d'autant que dans le cadre de la sacro sainte lutte contre les déficits aucune réelle sécurité supplémentaire ne serait accordée aux salariés. La sécurité pour les salariés, c'est l'arrêt des licenciements.

Santé, sécurité sociale :

Alors que le gouvernement envisage de réaliser 10 à 15 milliards d'économie de dépenses de santé l'assemblée générale revendique aucune fermeture de service, aucune fermeture de poste. L'UD soutient le syndicat du CHU qui refuse les plannings « flexibles » qui permettent d'imposer les suppressions de postes.

Le financement de la sécurité sociale est à nouveau menacé : Le gouvernement veut maintenir les exonérations de cotisations sociales voire les aggraver au nom de la compétitivité des entreprises. Le déficit ainsi créé serait compensé par une augmentation de la CSG, c'est à dire par l'impôt pesant surtout sur les salariés. L'UD réaffirme : ni TVA sociale, ni CSG, abrogation des exonérations.

Rentrée scolaire :

La rentrée scolaire se déroule dans la continuité des politiques précédentes. L'essentiel des suppressions de postes est maintenu. La circulaire de l'ancien ministre de l'éducation nationale qui met en œuvre toutes les contre réformes est maintenue aussi. De plus, la nouvelle loi d'orientation pour l'école, annoncée pour cet automne fait peser de lourdes menaces sur les statuts des personnels en particulier sur le maintien d'un cadre national. Avec presque 500 élèves de plus dans le département dans le second degré (équivalent d'un collège moyen), aucune création de postes à la rentrée...

A ce jour, tout indique que le gouvernement actuel entend poursuivre la politique de destruction systématique des services publics y compris à travers l'acte III annoncé de la décentralisation.

Transports :

L'UD 35 condamne la dénonciation du contrat PSA/Keolis armor pour 3 lignes de car transportant les ouvriers PSA par Kéolis Armor et se traduisant par le licenciement d'au moins 3 conducteurs à ce jour.

Elle soutient les camarades des Transports ILLEVIA en grève depuis le 13 septembre pour le respect de la convention collective et des accords de branche et contre la remise en cause de l'organisation du travail mise en place avec les représentants FO suite aux engagements des élus du Conseil Générale d'Ille et Vilaine.

L'UD FO 35 REAFFIRME SES REVENDICATIONS :

- ✦ **Augmentation générale des salaires, des retraites et des pensions, 200€ pour tous.**
- ✦ **PSA maintien de tous les emplois sur tous les sites : retrait du plan Varin.**
- ✦ **Abrogation de la RGPP, création de postes statutaires et recréation de services républicains, remplacement de tous les fonctionnaires partant en retraite.**
- ✦ **Arrêt des exonérations, retour à la Sécurité Sociale de 1945, ni TVA sociale, ni CSG.**
- ✦ **Défense du code du travail, du contrat de travail et des conventions collectives, défense du statut de la fonction publique, défense de la hiérarchie des normes contre les accords « compétitivité-emploi » et autres accords dérogatoires.**
- ✦ **Retour à la retraite à 60 ans ,le seul retour qui vaille, c'est celui pour tous hommes et femmes, public comme privé sur la base de 37,5 annuités avec le calcul des dix meilleures années dans le privé et des six derniers mois dans le public.**
- ✦ **Retrait de la loi sur le jour de carence comme cela a été le cas à la RATP et à la SNCF.**
- ✦ **Abrogation de la loi scélérate du 20 août 2008 et de celle du 5 juillet 2010 qui découle des accords de Bercy.**

ELECTIONS PROFESSIONNELLES TRES PETITES ENTREPRISES (TPE)

Les quelques 65000 salariés d'entreprises de moins de 11 salariés du département commencent à recevoir le courrier du ministre du travail les informant des élections TPE (vote par internet ou correspondance du 28 novembre au 12 décembre).

L'AG de l'UD décide d'amplifier la campagne électorale afin d'obtenir la représentativité dans ces entreprises.

Elle appelle tous les syndicats, tous les délégués syndicaux, tous les mandatés, tous les lecteurs du journal mensuel « Interpro 35 » à s'inscrire dans le plan de campagne adopté par la Commission Exécutive de juin dernier et donc à faire voter Force Ouvrière à ces élections pour assurer notre représentativité et contribuer à la défense de leurs droits.